

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES DE PARIS-SACLAY
SERVICES DES MARCHES ET ACHATS
CEA/P-SAC/SMA

REGLEMENT DE CONSULTATION DU 29/09/2023
APPEL A CANDIDATURES – PROCEDURE ADAPTEE RESTREINTE

TRAVAUX DE RENFORCEMENT DE LA PROTECTION PHYSIQUE DU BATIMENT 91 DANS L'INB 166
SUR LE SITE CEA DE FONTENAY-AUX-ROSES (92)

DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES: le 09/11/2023 avant 16h00

Les dossiers de candidatures seront remis exclusivement sous forme dématérialisée sur la plateforme Place
à l'adresse suivante :

[\(<https://www.marches-publics.gouv.fr>\)](https://www.marches-publics.gouv.fr)

Tout dossier reçu après cette date ne sera pas accepté par le CEA.

S'agissant d'une consultation dans le cadre d'une procédure adaptée restreinte, seul un dossier de candidature est
à soumettre à ce stade.

Seuls les candidats retenus par le CEA pourront remettre une offre technique et financière, après communication
du cahier des charges.

En raison du caractère confidentiel de certaines prestations figurant dans le Dossier de Consultation, celui-ci ne
sera fourni qu'aux candidats retenus.

Pour information : Le CEA sera fermé le 2 et le 3 novembre 2023.



CONTACTS

La présente procédure est gérée par :

Mme Rahimé ASKIN, Service des Marchés et Achats/BLMT

- Tel : 01 69 08 26 01
- Adresse mail : rahime.askin@cea.fr

En cas d'absence, vous pouvez contacter :

Mme Maylis DES COURTIS, Service des Marchés et Achats/BLMT

- Tel : 01 69 08 63 96
- Adresse mail : maylis.descourtis@cea.fr

INFORMATIONS EN COURS DE PROCEDURE

Afin d'être informés en cours de procédure de tout complément et/ou toute modification du dossier de consultation, les candidats devront s'identifier en indiquant leur adresse Email sur le site de la plateforme des achats de l'Etat :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B23-05042-RA

SOMMAIRE

1 - OBJET	4
2 - PROCEDURE	6
3 - CONTENU DES PLIS.....	8
4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES	10
5 - CONFIDENTIALITE	11
ANNEXE A - DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	12
ANNEXE B - FORME DE REMISE ET D'ENVOI DES PLIS PAR VOIE DEMATERIALISEE.....	13



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B23-05042-RA

1 - OBJET

1.1 - Généralités

En tant que pouvoir adjudicateur, le CEA est soumis à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique.

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée « restreinte » en application de l'article L2323-1 du code de la commande publique.

1.2 - Objet du règlement de consultation

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera la procédure adaptée restreinte relative aux travaux de renforcement de la protection physique du bâtiment 91 au sein de l'INB 166 (Installation Nucléaire de Base n°166) sur le site CEA de Fontenay-aux-Roses (92).

L'objet du marché entre dans le champ d'application des marchés de défense ou de sécurité (article L. 1113-1 du Code de la Commande Publique). Par conséquent, il est soumis aux règles applicables à ce type de marché.

Il s'agit d'un marché de travaux au sens de l'article L1111-1 à 5 de l'ordonnance du 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative au code de la commande publique.

1.3 - Contenu des prestations

La présente consultation porte sur les travaux relatifs à la protection physique du bâtiment 91 dans le périmètre de l'INB 166, situé sur le site CEA de Fontenay-aux-Roses, comprenant des modifications portant sur le second œuvre du bâtiment ainsi que sur la fourniture et l'installation de dispositifs destinés à la détection et à la vidéosurveillance.

Si le candidat se présente seul, il devra impérativement être habilité « Secret ».

Si le candidat se présente dans le cadre d'un Groupement Momentanée d'Entreprises (GME), le mandataire devra obligatoirement disposer de l'habilitation de niveau « Secret ».

Pour les autres membres du groupement, l'obligation de disposer d'une habilitation de niveau « Secret » sera fonction des prestations réalisées par chacun d'entre eux, selon la répartition ci-après détaillée :

Les prestations nécessitant <u>obligatoirement</u> une habilitation « secret » sont les suivantes :	Les prestations <u>ne nécessitant pas une</u> habilitation « secret » sont les suivantes :
<ul style="list-style-type: none">➤ les études d'exécution liées à l'implantation des caméras et du système de détection.	<ul style="list-style-type: none">➤ les travaux de génie civil et maçonnerie ;➤ les changements de porte simple par des portes blindées type CR4/CR5 ;➤ l'encagement d'accès (portes/escalier) en intérieur et en extérieur ;➤ les travaux de câblage ou de tirage de fibre ;➤ les travaux d'installation des systèmes de détection volumétrique et de caméras en extérieur et à l'intérieur du bâtiment ainsi que leurs tests locaux de fonctionnement.

En tout état de cause, chaque société (cotraitante ou sous-traitante) et son personnel n'ayant pas à détenir d'habilitation « secret » devront faire l'objet d'une enquête administrative, en application du § 3.3 *infra*.



*****ATTENTION*****

L'habilitation « Secret » doit IMPERATIVEMENT être détenue au plus tard à la date de remise des candidatures indiquée en 1ère page du présent Règlement de la Consultation, conformément à l'article R.2343-5 du Code de la Commande Publique.

1.4 - Allotissement

Le CEA a recours à un marché global en raison de l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes.

1.5 - Variantes

La présentation de variantes n'est pas autorisée.

A défaut, le CEA considèrera l'offre présentée en variante comme irrégulière.

1.6 - Condition particulière de participation liée à la nationalité du candidat

En application de l'article L.2353-1 du Code de la Commande Publique, le CEA n'autorise à candidater, dans le cadre de la présente consultation, que les sociétés issues d'Etats membres de l'Union Européenne.

Tout opérateur économique d'un pays tiers à l'Union Européenne verra sa candidature rejetée par le CEA.

1.7 - Groupement momentané d'entreprises

Le candidat pourra être soit une entreprise individuelle, soit un groupement momentané d'entreprises mais le CEA n'aura qu'un seul interlocuteur qui sera le mandataire.

Forme du groupement : En cas de constitution d'un groupement, celui-ci devra impérativement adopter la forme d'un groupement conjoint avec solidarité du mandataire préalablement à la signature du marché.

En aucun cas une entreprise ne pourra cumuler une candidature en tant que :

- candidat individuel et membre d'un groupement,
- membre de plusieurs groupements que ce soit en tant que mandataire ou co-traitant,

Sauf cas particuliers définis à l'article R2342-14 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée en cours de procédure.

Chaque membre du groupement devra fournir les documents demandés ci-après (art. CONTENU DES PLIS).

1.8 - Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du représentant du CEA l'acceptation de chaque sous-traitant.

Il est rappelé que dans le cadre de ce marché, les études d'exécution liées à l'implantation des caméras et du système de détection ne peuvent être sous-traitées.



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B23-05042-RA

Pour toute déclaration de sous-traitance, au moment du dépôt de l'offre ou après le dépôt de l'offre, le candidat fournit au CEA le « formulaire de demande d'acceptation de sous-traitance » joint en Annexe A – Documents administratifs.

1.9 - Conditions financières du marché

En application des dispositions des articles R2391-1 et suivants du code de la commande publique, une avance pourra être accordée au titulaire du marché. Les prix pourront être actualisés.

Les modalités de l'octroi de l'avance et d'actualisation des prix seront définies dans le projet de marché qui sera joint dans l'invitation à soumissionner.

2 - PROCEDURE

2.1 - Les étapes de la procédure

2.1.1 - Le calendrier de la procédure

Le tableau ci-dessous présente les dates et délais des différentes étapes de la procédure. Chaque étape est explicitée dans les paragraphes suivants.

Etapes de la procédure	Date ou délais
PHASE CANDIDATURES	
Questions des candidats	Au plus tard 10 jours ouvrés avant la date de remise des candidatures
Réception des candidatures	Au plus tard le 09/11/2023 à 16h00
PHASE OFFRES	
Envoi de l'invitation à soumissionner et du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) aux candidats retenus avec l'envoi d'un cahier des charges à « diffusion restreinte »	A l'issue de l'analyse des candidatures
Visite sur site pendant la consultation : <ul style="list-style-type: none">➤ envoi des coordonnées des personnes pour autorisation d'entrée sur le site (nom, prénom, entreprise, date et lieu de naissance, nationalité, adresse personnelle) ;➤ envoi des coordonnées et de la décision d'habilitation « secret » des personnes venant consulter le cahier des charges classé « secret » à l'Officier de Sécurité du site	10 jours calendaires avant la date de la visite sur site
Visite sur site obligatoire et consultation sur place du cahier des charges classé « secret » ¹	Dates déterminées dans l'invitation à soumissionner

¹ Le cahier des charges classé « secret » ne pourra être consulté que par du personnel détenant l'habilitation « secret ».



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B23-05042-RA

Questions des soumissionnaires	Au plus tard 10 jours ouvrés avant la date de remise des plis
Modification du DCE par le CEA	Au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite de remise des plis
Remise des plis par les soumissionnaires	Sera déterminée dans l'invitation à soumissionner
Questions complémentaires du CEA	Pendant toute la durée de la procédure
Présentation des offres	Eventuellement
Demande du CEA de présentation des offres par les soumissionnaires	Avec un préavis de 5 jours ouvrés

2.1.2 - Avant la date de réception des candidatures – Questions des candidats

Préalablement à la remise des plis, les candidats sont autorisés à poser des questions complémentaires dans le délai mentionné dans le tableau ci-dessus.

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le candidat est tenu de s'adresser au Service des Marchés et Achats exclusivement par écrit et par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation PLACE.

Afin d'assurer l'égalité de traitement des opérateurs économiques, le CEA s'engage à répondre aux questions pertinentes qui lui seront posées par chaque candidat et à communiquer les réponses aux autres potentiels candidats.

2.1.3 - Après la date limite de réception des candidatures – Questions du CEA

Le CEA se réserve la possibilité de transmettre des questions complémentaires aux candidats afin de clarifier/compléter leur dossier de candidature. Ces derniers devront y répondre par écrit dans les délais impartis. A défaut de réponse dans les délais impartis, leur candidature pourra être écartée de la procédure.

2.2 - Date limite de réception des candidatures

Les plis des candidats devront être intégralement réceptionnés par le CEA au plus tard à la date figurant dans le tableau supra, la date et l'heure de la fin du téléchargement sur la plateforme PLACE faisant foi. Tout dossier reçu, même partiellement, après la date mentionnée ci-dessus sera considéré comme remis hors délai et écarté de la procédure.

2.3 - Forme de remise et d'envoi des candidatures

Les candidats ont l'obligation de déposer leur candidature par voie électronique sur la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Les modalités de remise sont indiquées dans l'Annexe B intitulée « forme de remise des dossiers ».

3 - CONTENU DES PLIS

Le dossier de candidature, rédigé en langue française, sera composé impérativement des éléments suivants :

3.1 - Documents remis au titre de la candidature

Le dossier de candidature sera obligatoirement composé des éléments suivants :

- a. Le [formulaire DC1](#) (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses co-traitants) ou une lettre de candidature signée par une personne habilitée à engager le candidat,
- b. Le [formulaire DC2](#) (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) et tous les justificatifs demandés dans ce document ou tout autre document équivalent contenant l'ensemble des informations demandées dans le formulaire ainsi que les justificatifs précédemment mentionnés.

Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- c. Une [fiche précisant les coordonnées de l'interlocuteur technique et commercial](#) pour le dossier (nom, mail, adresse, numéros de téléphone),
- d. En cas de groupement d'entreprises, une [lettre d'habilitation du mandataire](#) par ses co - traitants et la [convention de groupement](#) dûment signée,
- e. A titre informatif, un [extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés](#) (K ou K bis) ou équivalents, datant de moins de 3 mois,
- f. Lorsqu'il appartient à un groupe, une [attestation certifiant de son autonomie commerciale](#) et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe.
- g. Les [attestations d'assurance](#) civile, professionnelle, décennale en cours de validité,
- h. La copie du ou des [jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire](#),
- i. Les [attestations et certificats fiscaux et sociaux](#) datant de moins de 6 mois, délivrés par les administrations et organismes compétents,
- j. Les données relatives à la [capacité financière](#) de la société (chiffre d'affaires, résultat et chiffre d'affaires réalisé avec le CEA pour les trois dernières années),
- k. Un dossier présentant les [capacités de l'entreprise](#) qui devra détailler :
 - une plaquette de présentation de l'entreprise et de ses sous-traitants éventuels,
 - un dossier présentant les capacités de l'entreprise (et plus particulièrement de l'établissement susceptible d'intervenir) à réaliser des prestations similaires,
 - les moyens techniques de l'entreprise mis en œuvre pour ce projet,
 - les démarches qualité et sécurité de l'entreprise,
 - les moyens humains (effectifs par qualification professionnelle et par fonction),
 - une note sur l'organisation de la société, avec l'affectation des tâches, présence d'un organigramme,
 - les certifications et qualifications de l'entreprise (ou équivalent) et plus particulièrement de l'établissement susceptible d'intervenir, en cours de validité, délivrées par un organisme agréé :
 - Certification ISO 9001 et 14001 ;
 - Attestation de compétence à réaliser des travaux en sous-section 3 de la réglementation « amiante » ;
 - Habilitation à travailler en milieu contenant du Plomb ;



PROCEDURE ADAPTEE
Règlement de Consultation référencé :
B23-05042-RA

- Certification CEFRI « E » ;
 - Habilitation pour des opérations électriques, suivant les prescriptions établies par la publication NFC 18-510 de janvier 2012.
- les références pour des prestations similaires exécutés dans les cinq dernières années. Les références présentées devront mentionner le nom du projet, la date, le lieu d'exécution, les coordonnées du client, la nature et le montant des prestations effectuées,
- le manuel d'assurance de la qualité ou une note sur l'organisation de la qualité.

En cas de groupement, chaque membre du groupement devra fournir les documents demandés ci-avant.

Tous les candidats sont dispensés de transmettre (au moment du dépôt ou de l'attribution) ces documents s'ils sont contenus dans un espace de stockage numérique gratuit, sous réserve de communiquer au CEA les informations nécessaires à la consultation de cet espace de stockage et au retrait desdits documents.

3.2 - Dossier d'habilitation « Secret » pour le mandataire du GME ou pour le candidat se présentant seul

Ce marché est un marché classifié de niveau « Secret » au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (IGI 1300).

Il ne nécessite pas la détention d'informations et/ou de supports classifiés par le titulaire dans ses locaux.

Pour rappel, le candidat (cas d'une société se présentant seule), le mandataire du groupement et la société réalisant les études d'exécution liées à l'implantation des caméras et du système de détection (cas d'un groupement d'entreprises) **devra impérativement être habilitée « Secret » à la remise de son dossier de candidature**. Toute personne ayant à participer à cette prestation du marché devra détenir cette habilitation, en application de la réglementation en vigueur et tout au long de l'exécution du marché.

Les candidats concernés doivent donc impérativement fournir un dossier d'habilitation constitué des pièces listées ci-après :

1. une attestation d'habilitation en cours de validité attestant de l'habilitation au niveau « SECRET » ;
2. l'extrait K bis de l'inscription au registre du commerce et des sociétés datant de moins de 3 mois ;
3. les statuts à jour de l'entreprise démontrant la non modification :
 - de la structure juridique,
 - de la répartition du capital,
 - des dirigeants de l'établissement,depuis l'émission de la décision d'habilitation du CoSSeN.
4. la liste des personnels (nom, prénom, date et lieu de naissance, employeur, fonction, nationalité, habilitation) que le candidat envisage d'employer dans le cadre de la consultation du cahier des charges classé « secret » ainsi que le personnel pouvant intervenir pour la réalisation des études d'exécution liées à l'implantation des caméras et du système de détection.



3.3 - Dossier d'enquête administrative pour les cotraitants du GME et pour les sous-traitants le cas échéant

L'enquête administrative doit être engagée pour les cotraitants du GME ainsi que pour les sous-traitants pressentis par le candidat audit marché.

Les candidats doivent impérativement fournir un dossier de demande d'enquête administrative sur la personne morale, composé des pièces suivantes :

- le Kbis de l'entreprise datant de moins de 3 mois,
- le CV des dirigeants de la société,
- la 1ère page de la fiche DAASC renseignée et signée,
- un scan d'une pièce d'identité valide.

A défaut d'avoir fourni et complété les pièces demandées dans le délai imparti, le candidat est réputé avoir renoncé à sa demande d'enquête administrative pour le présent marché.

3.4 - Date et modalités de remise des dossiers d'habilitation et d'enquête administrative²

Ces éléments sont à remettre avant la date limite de remise des candidatures fixée supra par courrier électronique à l'adresse suivante : lydie.leyval@cea.fr en indiquant la mention « **Dossier de candidature – B23-05042-RA** » dans l'intitulé du message.

Les fichiers sont à numéroté comme indiqué ci-dessus. Le dossier complet devra faire l'objet d'un envoi unique, le message ne devant pas excéder 6 Mo. En cas de dépassement des 6 Mo, un second envoi est possible.

Pour tous renseignements complémentaires sur le(s) dossier(s) d'habilitation et/ou de l'enquête administrative, les sociétés pourront s'adresser par courriel auprès de l'Officier de Sécurité de centre : lydie.leyval@cea.fr.

4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES

Pour candidater à cette procédure, les sociétés devront justifier de capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes au regard des prestations à réaliser.

Notamment, les candidats devront impérativement disposer des certifications et habilitations suivantes (ou équivalents), conformément à l'article 3.1 du Règlement de la Consultation :

- Certification ISO 9001 et 14001 ;
- Attestation de compétence à réaliser des travaux en sous-section 3 de la réglementation « amiante » ;
- Habilitation à travailler en milieu contenant du Plomb ;
- Certification CEFRI « E » ;
- Habilitation pour des opérations électriques, suivant les prescriptions établies par la publication NFC 18-510 de janvier 2012.

Après examen de la conformité administrative du dossier de candidature, les candidatures seront jugées d'après :

- la capacité économique et financière ;
- les moyens matériels et humains ;

² S'applique aux points 3.2 et 3.3 du présent règlement de consultation.

- les compétences (certifications et habilitations requises mentionnées ci-avant (ou équivalent)) ainsi que les références dans le domaine de la vidéosurveillance et dans le cadre de projets destinés au renforcement de la sécurité ;
- l'habilitation « SECRET » ;
- les avis de sécurité issus des enquêtes administratives diligentées sur les sociétés non habilitées.

5 - CONFIDENTIALITE

5.1 - Dispositions générales

Les entreprises consultées s'engagent à traiter les informations contenues dans le dossier de consultation de manière confidentielle, et à ne divulguer sous aucun prétexte à des tierces personnes, en dehors de leurs besoins propres, les informations strictement nécessaires à l'établissement de leur candidature. Toute autre diffusion d'information émanant du marché ne pourra être faite sans l'accord préalable du CEA.

De même, les entreprises consultées sont tenues de respecter le caractère confidentiel de toute autre information émanant du CEA ou d'autres industriels, dont elles pourraient avoir connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de l'établissement de leur réponse à la présente consultation.

5.2 - Marché classifié

Le marché objet de la présente consultation est un marché classifié.

Le Titulaire du marché ainsi que les personnes ayant à participer aux prestations du marché qui seront susceptibles de connaître des informations classifiées de niveau Secret devront obtenir une habilitation en application de la réglementation en vigueur.

Le marché classifié ne pourra être signé et a fortiori aucune prestation ne pourra débuter tant que le Titulaire ne détient pas une décision d'habilitation au niveau requis par le marché. Ses salariés ayant besoin d'en connaître pour réaliser les prestations classifiées, et uniquement ceux-là, doivent être habilités au niveau requis par la classification du marché pour l'exécution des prestations classifiées.

Toutefois, le marché classifié pourra débuter pour les prestations non classifiées du marché, à condition que le Titulaire détienne bien une habilitation au niveau requis dans l'attente des habilitations des salariés du Titulaire (idem pour la partie des prestations ne nécessitant pas de détention par le Titulaire préalablement à la déclaration d'aptitude de ses locaux).

Si le marché classifié est réalisé dans le cadre d'un groupement momentané d'entreprises, le mandataire du groupement doit obligatoirement être habilité au niveau de classification dudit marché.

Un marché classifié peut faire l'objet, sous certaines conditions, d'une sous-traitance soumise aux mêmes mesures de protection que le Titulaire (au niveau de classification considéré, si l'entreprise sous-traitante exécute une prestation classifiée).

Un marché classifié nécessite un plan contractuel de sécurité (PCS), qui sera fourni avec le projet de marché lors de la 2nde phase de la procédure.

Le Titulaire et ses salariés habilités engagent leur responsabilité s'ils ne respectent pas scrupuleusement les mesures de protection du secret de la défense nationale (article 419 et suivants du code pénal) ainsi que les dispositions de l'annexe de sécurité.



ANNEXE A - DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

L'annexe A comprend **les formulaires de Demande d'Acceptation de sous-traitance (DAST)** pour la sous-traitance de rang 1 et de rang 2 : en cas de sous-traitance identifiée, le candidat inclut dans sa réponse le(s) formulaire(s) DAST dûment complété(s).

Une notice explicative accompagne ces 2 formulaires.



**ANNEXE B - FORME DE REMISE ET D'ENVOI DES PLIS PAR VOIE
DEMATERIALISEE**

Cette annexe renseigne les candidats sur les modalités et l'utilisation de la plateforme de dématérialisation PLACE accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour utiliser la plateforme PLACE :

1) Le candidat doit s'inscrire sur PLACE ou disposer d'un compte :

Pour répondre aux appels d'offres du CEA, il est nécessaire de s'inscrire sur « PLACE ». Pour cela, nous vous invitons à vérifier les pré-requis techniques disponibles depuis la page d'accueil de PLACE et de vous munir de votre n° de SIRET.

Si vous disposez déjà d'un compte sur PLACE, il est aussi opérationnel pour les appels d'offres du CEA.

Afin d'être informé en cours de procédure de tout complément et/ou toute modification du dossier de consultation, les candidats devront s'identifier en indiquant leur adresse Email sur PLACE lors du téléchargement du dossier de consultation. Les téléchargements anonymes ne permettent pas de bénéficier de manière automatique des informations publiées par le CEA en cours de procédure.

2) Le candidat doit anticiper toutes les éventuelles difficultés de téléchargement et respecter les modalités imposées par le présent règlement :

Pour toute question, vous pouvez vous référer à :

- la rubrique « Aide » de PLACE,
- contacter le support informatique de la PPlateforme des AChats de l'Etat au 01 76 64 74 07.

1. Constitution de l'enveloppe électronique

L'enveloppe de candidature doit se présenter sous la forme d'un fichier unique **au format.zip** contenant les éléments mentionnés dans le règlement de consultation. Ces éléments seront des fichiers dans l'un des formats suivants :

- format Word (.docx),
- format Acrobat (.pdf),
- format Excel (.xlsx).

Ces fichiers seront nommés selon le contenu du fichier.

Le nom donné à l'enveloppe électronique de candidature sera ref-xxxx-yyyy-candidature.**zip** où :

- ref est la référence donnée à la consultation,
- xxxx est la raison sociale de l'entreprise,
- yyyy est l'objet du marché.

2. La co-traitance

Dans le cas de co-traitance, les éléments qui le nécessitent (attestation sur l'honneur ...) seront signés par l'ensemble des entreprises co-traitantes, à l'aide de l'outil de signature disponible gratuitement en téléchargement sur la plateforme. Les fichiers .zip ainsi créés (contenant les fichiers et les signatures) seront insérés dans les enveloppes zip de candidature ou d'offre. Seul le mandataire du groupement remettra la réponse électronique sur la plateforme en utilisant son certificat.



3. Envoi par le candidat de plusieurs réponses électroniques à une même consultation

Le candidat peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour une même consultation, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent règlement.

Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue (les envois précédents ne seront pas ouverts).

En conséquence, le candidat prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis.

4. Possibilité de remettre une copie de sauvegarde

Le candidat peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde, remise dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde » doit être envoyée dans les délais impartis de réception de la candidature à l'adresse suivante :

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
Bureau du courrier (bât. 464)
Pour le Service des Marchés et Achats - PC 98
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX
Mme ASKIN Rahimé
Dossier B23-05042-RA

La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'il est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures transmises par voie électronique,
- lorsqu'une offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue dans les délais impartis de réception ou bien n'a pas pu être ouverte par le CEA (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de réception).

5. Les questions relatives à la consultation

Les questions d'ordre administratif, commercial ou technique, concernant la consultation seront posées via la plateforme en cliquant sur le lien « poser une question ».

Avant de pouvoir poser une question, les candidats doivent :

- accepter les conditions générales d'utilisation de la plate-forme,
- renseigner leur identité.

Nota bene : il est indispensable de bien renseigner le champ « e-mail » dans la mesure où cette adresse sera utilisée par le CEA pour répondre à la question.

Il est rappelé que les mêmes questions peuvent être adressées à l'adresse de l'acheteur en charge du dossier.

6. Les échanges par voie dématérialisée avec les entreprises

Après l'ouverture des candidatures, le CEA pourra communiquer avec les candidats via la « messagerie sécurisée » de la plateforme pour les candidats inscrits.